

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Conseil d'Etat liquide les taxes visées à l'article 66, 1°, en débet ainsi que les autres dépens et se prononce sur la contribution au paiement de ceux-ci. »

**Art. 3.** L'article 69, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956 et modifié par l'arrêté royal du 25 avril 2007, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Service public fédéral Finances poursuit le recouvrement des taxes liquidées en débet par le Conseil d'Etat et des autres dépens dont cette administration a fait l'avance. »

**Art. 4.** L'article 71 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 21 décembre 2006, est abrogé.

**Art. 5.** L'article 81 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 2007, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 81. Si le pro deo est refusé, l'article 68 est d'application. »

**Art. 6.** Notre Premier Ministre, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de l'Economie, Notre Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, Notre Ministre de la Mobilité, Notre Ministre de l'Environnement, Notre Secrétaire d'Etat à la Simplification administrative et Notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
G. VERHOFSTADT

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Le Ministre de l'Economie,  
M. VERWILGHEN

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de la Mobilité,  
R. LANDUYT

Le Ministre de l'Environnement,  
B. TOBBACK

Le Secrétaire d'Etat à la Simplification administrative,  
V. VAN QUICKENBORNE

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,  
B. TUYBENS

2° het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Raad van State begroot de in artikel 66, 1°, bedoelde rechten in debet alsook de andere kosten en doet uitspraak over de bijdrage in de betaling ervan. »

**Art. 3.** Artikel 69, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 15 juli 1956 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 april 2007, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Federale Overheidsdienst Financiën doet invordering van de door de Raad van State in debet begrote rechten en van de andere kosten die dit bestuur heeft voorgeschoten. »

**Art. 4.** Artikel 71 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 december 2006, wordt opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 81 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 2007, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 81. Indien de pro deo geweigerd wordt, is artikel 68 van toepassing. »

**Art. 6.** Onze Eerste Minister, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Economie, Onze Minister van Middenstand en Landbouw, Onze Minister van Mobiliteit, Onze Minister van Leefmilieu, Onze Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging en Onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

De Minister van Economie,  
M. VERWILGHEN

De Minister van Middenstand en Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Mobiliteit,  
R. LANDUYT

De Minister van Leefmilieu,  
B. TOBBACK

De Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging,  
V. VAN QUICKENBORNE

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,  
B. TUYBENS

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 3296

[C — 2007/00688]

**26 JUILLET 2007. — Arrêté royal portant modification de diverses dispositions relatives à la structure organisationnelle interne de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, notamment l'article 108;

Vu la loi du 20 juillet 1978 établissant des dispositions propres à permettre à l'Agence internationale de l'Energie atomique d'effectuer des activités d'inspection et de vérification sur le territoire belge, en exécution de l'Accord international du 5 avril 1973 pris en application des §§ 1<sup>er</sup> et 4 de l'article III du Traité du 1<sup>er</sup> juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires, notamment l'article 10, deuxième alinéa, introduit par la loi du 15 avril 1994;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, premier alinéa, modifié par la loi du 30 mars 1995;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 3296

[C — 2007/00688]

**26 JULI 2007. — Koninklijk besluit houdende wijziging van diverse bepalingen die betrekking hebben op de interne organisatiestructuur van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, inzonderheid op artikel 108;

Gelet op de wet van 20 juli 1978 houdende geëigende beschikkingen teneinde de Internationale Organisatie voor Atoomenergie toe te laten inspectie- en verificatiewerkzaamheden door te laten voeren op Belgisch grondgebied in uitvoering van het Internationaal Akkoord van 5 april 1973 bij toepassing der §§ 1 en 4 van artikel III van het Verdrag van 1 juli 1968 inzake de niet-verspreiding van kernwapens, inzonderheid op artikel 10, tweede lid, ingevoegd bij wet van 15 april 1994;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995;

Vu la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, notamment les articles 3, 8, 9 et 37;

Vu la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant sur les attributions et la désignation des membres du Département contrôle et surveillance de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire chargés de veiller à l'application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 2002 déterminant la composition et les compétences du Conseil scientifique des Rayonnements ionisants établi auprès de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, notamment l'article 3, § 3;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 2003 autorisant l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 2006 concernant la désignation ainsi que la qualification professionnelle de conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses, notamment l'article 2, 12<sup>o</sup>;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 décembre 2006;

Vu l'avis 43.092/3 du Conseil d'Etat, donné le 5 juin 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de l'Energie et de notre Ministre de la Mobilité et sur avis de Nos Ministres réunis en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L' intitulé de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant sur les attributions et la désignation des membres du Département contrôle et surveillance de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire chargés de veiller à l'application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire est remplacé comme suit : « arrêté royal portant sur les attributions et la désignation des membres du service de contrôle de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire chargés de veiller à l'application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ».

**Art. 2.** Dans l'article 2 du même arrêté, les mots « Le Directeur général et les membres du département Surveillance et Contrôle » sont remplacés par les mots : « Les membres du service de contrôle ».

**Art. 3.** Dans l'article 3, § 3, de l'arrêté royal du 18 décembre 2002 déterminant la composition et les compétences du Conseil scientifique des Rayonnements ionisants établi auprès de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, les mots « le chef de département de l'Agence chargé des autorisations et le chef de département de l'Agence chargé du contrôle » sont remplacés par les mots « ainsi que les chefs de département des services chargés de la préparation des autorisations visées à l'article 1<sup>er</sup>, du contrôle ou de la politique à suivre ».

**Art. 4.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 29 juin 2003 autorisant l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques, les mots « l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant sur les attributions et la désignation des membres du Département contrôle et surveillance de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire chargés de veiller à l'application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire et ses arrêtés d'exécution » sont remplacés par les mots « l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant sur les attributions et la désignation des membres du service de contrôle de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire chargés de veiller à l'application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la

Gelet op de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, inzonderheid op de artikelen 3, 8, 9 en 37;

Gelet op de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van de splijtstoffen bestraald in de kerncentrales, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de bevoegdheden en de aanduiding van de leden van het Departement toezicht en controle van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle belast met het toezicht op de naleving van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 2002 tot regeling van de samenstelling en bevoegdheden van de Wetenschappelijke Raad voor Ioniserende Stralingen opgericht bij het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, inzonderheid op artikel 3, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 2003 tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 2006 betreffende de aanwijzing en de beroepsbekwaamheid van veiligheidsadviseurs voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, per spoor of over de binnenwateren, inzonderheid op artikel 2, 12<sup>o</sup>;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 december 2006;

Gelet op het advies 43.092/3 van de Raad van State, gegeven op 5 juni 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Energie en Onze Minister van Mobiliteit en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de bevoegdheden en de aanduiding van de leden van het Departement toezicht en controle van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle belast met het toezicht op de naleving van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle wordt vervangen als volgt : « koninklijk besluit betreffende de bevoegdheden en de aanduiding van de leden van de controledienst van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle belast met het toezicht op de naleving van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle ».

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « De Directeur-generaal en de leden van het departement Toezicht en Controle », vervangen door de woorden : « De leden van de controledienst ».

**Art. 3.** In artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit van 18 december 2002 tot regeling van de samenstelling en bevoegdheden van de Wetenschappelijke Raad voor Ioniserende Stralingen opgericht bij het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle worden de woorden « het departementshoofd van het Agentschap belast met het verlenen van de vergunningen en « het departementshoofd van het Agentschap belast met het uitvoeren van de controle » vervangen door de woorden « evenals de departementshoofden van de diensten belast met het voorbereiden van de in artikel 1 bedoelde vergunningen, het toezicht op het ter zake te volgen beleid ».

**Art. 4.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 juni 2003 tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle worden de woorden « het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de bevoegdheden en de aanduiding van de leden van het Departement toezicht en controle van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle belast met het toezicht op de naleving van de wet van 15 april 1994 en haar uitvoeringsbesluiten » vervangen door de woorden « het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de bevoegdheden en de aanduiding van de leden van de controledienst van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle belast met het toezicht op de naleving van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu

population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ».

**Art. 5.** Dans l'article 2, 12° de l'arrêté royal du 5 juillet 2006 concernant la désignation ainsi que la qualification professionnelle de conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses, les mots « le chef de département réglementation et autorisations de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire » sont remplacés par les mots « le Directeur général de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ou son délégué ».

**Art. 6.** Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de l'Economie et Notre Ministre de la Mobilité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 juillet 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAEL

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,  
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Mobilité,  
R. LANDUYT

tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle ».

**Art. 5.** In artikel 2, 12° van het koninklijk besluit van 5 juli 2006 betreffende de aanwijzing en de beroepsbekwaamheid van veiligheidsadviseurs voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, per spoor of over de binnenwateren worden de woorden « het departementshoofd regelgeving en vergunningen van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle » vervangen door de woorden « de Directeur-generaal van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle of zijn gemachtigde ».

**Art. 6.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Economie en Onze Minister van Mobiliteit zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel op 26 juli 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAEL

De Minister van Economie, Energie,  
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN

De Minister van Mobiliteit,  
R. LANDUYT

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 3297

[2007/201289]

**25 AVRIL 2007.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 15 novembre 2005, conclue au sein de la Commission paritaire des ports, relative à l'accord social 2005-2006 pour les gens de métier (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire des ports;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 15 novembre 2005, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire des ports, relative à l'accord social 2005-2006 pour les gens de métier.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
P. VANVELTHOVEN

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 3297

[2007/201289]

**25 APRIL 2007.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 2005, gesloten in het Paritair Comité voor het havenbedrijf, betreffende het sociaal akkoord 2005-2006 voor de vaklui (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het havenbedrijf;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 15 november 2005, gesloten in het Paritair Comité voor het havenbedrijf, betreffende het sociaal akkoord 2005-2006 voor de vaklui.

**Art. 2.** Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
P. VANVELTHOVEN

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.